

# Polynésie française

RAPPORT ANNUEL

# La balance des paiements

2008



## SOMMAIRE

<b>LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE EN 2008.....</b>	<b>P 2</b>
<b>I - Avant-propos.....</b>	<b>P 5</b>
<b>II - Remarques liminaires.....</b>	<b>P 6</b>
<b>III. Révisions effectuées en 2008</b>	<b>P 8</b>
<b>IV - L'économie de la Polynésie française en 2008.....</b>	<b>P 9</b>
 <b>ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</b>	
<b>V - Le compte de transactions courantes.....</b>	<b>P 11</b>
5.1 Les biens	P 11
5.2 Les services	P 15
5.3 Les revenus	P 20
5.4 Les transferts courants	P 21
<b>VI - Le compte financier.....</b>	<b>P 23</b>
6.1 Les investissements directs	P 24
6.2 Les investissements de portefeuille	P 26
6.3 Les autres investissements	P 27
6.4 Les avoirs de réserve	P 28
<b>VII – Les erreurs et omissions nettes.....</b>	<b>P 29</b>
 ***	
<b>Annexe 1 : La balance des paiements de la Polynésie française 2006-2008</b>	<b>P 30</b>
<b>Annexe 2 : Graphiques des soldes du compte de transactions courantes et du compte financier</b>	<b>P 32</b>
<b>Annexe 3 : Périmètre de déclaration de la balance des paiements</b>	<b>P 33</b>

## LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE EN 2008

▪ On observe en 2008 une nette dégradation du solde des transactions courantes, principalement liée à la forte progression des importations de biens, aux difficultés des secteurs tourisme et transport aérien et à la diminution des transferts publics en provenance de la métropole.

Le solde du compte des **transactions courantes** s'est établi à -5,2 Mds de F CFP en 2008 contre +25,8 Mds de F CFP l'année précédente, en raison du creusement du déficit du solde des biens (-16,4 Mds de F CFP), de la contraction de l'excédent de la balance des services (-11,8 Mds de F CFP) et de celui des transferts courants (-4,9 Mds de F CFP ; cf. tableau 1). Le solde des revenus s'est en revanche légèrement accru (+2,1 Mds de F CFP).

Sur l'année 2008, 64% des flux des transactions courantes (crédits + débits) ont été effectués avec la France métropolitaine et 14% avec les Etats-Unis (cf. tableau 2).

Premier poste du compte des transactions courantes, la **balance des biens** a enregistré une augmentation de son déficit de 16,4 Mds de F CFP (pour s'établir à -159,1 Mds de F CFP), principalement imputable à la forte progression des importations. Cette augmentation résulte elle-même aux trois-quarts de celle des importations énergétiques, dans un contexte de renchérissement des cours des produits énergétiques. Les importations de biens d'équipement ont aussi nettement crû, notamment sous l'effet de l'acquisition d'avions par Air Tahiti. Le taux de couverture FAB/FAB<sup>1</sup> des importations par les exportations, d'après les statistiques douanières, a légèrement diminué, à près de 10% en 2008 contre 11% en 2007.

La France métropolitaine, qui a concentré 28% des échanges de biens de la Polynésie française avec l'extérieur (exportations + importations) selon les statistiques douanières, est demeurée son premier partenaire, suivie par le reste de l'Union Européenne et Singapour (cf. tableau 3).

L'excédent de la **balance des services** s'est réduit de 11,8 Mds de F CFP en 2008 (pour atteindre 38,7 Mds de F CFP), principalement sous l'effet du recul des lignes « voyages » (-3,5 Mds de F CFP) et « transports aériens » (-4,1 Mds de F CFP), dans un contexte de recul significatif de la fréquentation touristique.

L'excédent du solde des **revenus** a, en revanche, progressé de 2,1 Mds de F CFP (pour s'établir à 56,4 Mds de F CFP), principalement grâce à la hausse des revenus issus des investissements de portefeuille.

Le repli des **transferts courants** nets (-4,9 Mds de F CFP) s'explique essentiellement par la diminution des flux entre les administrations publiques de la

---

<sup>1</sup> FAB = Franco à bord

France métropolitaine et celles de la Polynésie française (-3,8 Mds de F CFP côté crédits).

▪ **En 2008, le compte financier a affiché des sorties nettes de capitaux à hauteur de 12,3 Mds de F CFP.**

Le solde des **investissements directs** s'est dégradé (-1,3 Md de F CFP en 2008 contre +3,9 en 2007), en raison d'une diminution des investissements directs métropolitains en Polynésie française, en lien avec le ralentissement des montages de programmes en défiscalisation et avec un accroissement des investissements directs nets des Polynésiens à l'extérieur, en particulier des investissements immobiliers aux Etats-Unis.

Les **investissements de portefeuille** se sont soldés par des achats nets de titres d'un montant global de 9,5 Mds de F CFP en 2008, contre des ventes nettes de 1,7 Md de F CFP l'année précédente.

Les **autres investissements**, qui retracent les opérations de dépôts et de crédits vis-à-vis de l'extérieur de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), des administrations publiques, du secteur bancaire et des « autres secteurs », se sont soldés par des sorties nettes de capitaux de 1,5 Md de F CFP.

Tableau 1 : Principaux soldes de la balance des paiements de la Polynésie française.

<i>En millions de F CFP</i>	<b>Soldes</b>			<b>Variation</b>
	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>08/07</b>
<b>COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>15 201</b>	<b>25 775</b>	<b>-5 206</b>	<b>-30 981</b>
Biens	-134 632	-142 666	-159 065	-16 400
Services	46 248	50 537	38 717	-11 820
Revenus	56 410	54 290	56 391	2 101
Transferts courants	47 174	63 614	58 751	-4 862
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>-31</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>	<b>401</b>	<b>-25 641</b>	<b>-12 325</b>	<b>13 316</b>
Investissements directs	1 944	3 885	-1 310	-5 195
Investissements de portefeuille	1 615	1 718	-9 487	-11 205
Autres investissements	-3 158	-31 244	-1 528	29 716
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	<b>-15 572</b>	<b>-135</b>	<b>17 530</b>	<b>17 665</b>

Tableaux 2 et 3 : Répartition géographique des échanges de transactions courantes<sup>1</sup> et de biens de la Polynésie française en 2008.

**Répartition géographique des transactions courantes  
(crédits + débits) en 2008**

France métropolitaine	64%
Etats-Unis	14%
Autres pays de l'Union européenne	6%
Nouvelle-Zélande	4%
Singapour	4%
Australie	2%
Japon	2%
Autres	4%

**Total 100%**

source : balance des paiements en règlements.

**Répartition géographique des échanges de biens  
(exports + imports) en 2008**

France métropolitaine	28%
Autres pays de l'Union européenne	13%
Singapour	12%
Etats-Unis	9%
Chine	7%
Nouvelle-Zélande	5%
Hong-Kong	4%
Japon	3%
Australie	3%
Autres	15%

**Total 100%**

source : douanes - ISPF (données CAF - FAB).

<sup>1</sup> Les parts par pays sont calculées à partir des balances en règlements c'est-à-dire des balances établies à partir des déclarations avant retraitements.

**La balance des paiements de la Polynésie française est élaborée sur la base des déclarations effectuées par l'ensemble des établissements de crédit de la place, ainsi que par le Trésor public, les Forces armées, l'Office des Postes et Télécommunications (OPT), l'Océanienne des services bancaires (OSB) et l'Agence Française de Développement.**

**Plusieurs entreprises du secteur marchand, notamment les compagnies aériennes, fournissent également des informations au titre de déclarant direct.**

**Le service des Douanes (via l'Institut Statistique de Polynésie française) communique les chiffres relatifs au commerce extérieur.**

**Enfin, l'Institut Statistique de Polynésie française (ISPF) fournit depuis cette année les chiffres relatifs aux « voyages ».**

**Il convient de remercier l'ensemble des déclarants pour le travail accompli et tout particulièrement les personnes qui, dans les banques, les entreprises et les organismes publics, ont contribué à l'élaboration de cette balance des paiements.**

## II.- Remarques liminaires

*La balance des paiements est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon un schéma détaillé, les transactions, financières ou non, entre les résidents d'un territoire et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Pour la Polynésie française, elle prend en compte l'ensemble des flux entre les résidents de la Collectivité et les non-résidents<sup>1</sup> (l'étranger et le reste de la France<sup>2</sup>) sur une période annuelle : opérations sur biens et services, revenus, transferts courants et flux financiers. Les données recensées dans la balance des paiements constituent une source précieuse d'informations pour les différents acteurs économiques de la Polynésie française.*

**Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie avait chargé dès 1998 l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) d'établir, en liaison avec la Banque de France, une balance des paiements de la Polynésie française.** Sa mise en chantier répondait à deux objectifs :

– apporter aux autorités de l'État et de la Polynésie française un meilleur éclairage sur les échanges extérieurs ;

– mettre l'appareil statistique français en conformité avec la réglementation européenne : selon la décision du 26 juillet 1991 de la Commission des Communautés européennes, les collectivités d'outre-mer du Pacifique, telle la Polynésie française, n'appartiennent pas au territoire économique de l'Union européenne ; il est donc nécessaire de pouvoir isoler leurs échanges au sein de la balance des paiements de la France et, en pratique, d'établir leurs propres balances des paiements.

Pour ce faire, il a été demandé aux établissements de crédit situés en Polynésie française ainsi qu'au Trésor public et à l'Office des Postes et Télécommunications de rendre compte de tous les paiements qu'ils émettent ou qu'ils reçoivent, entre la Polynésie française et le reste de la France, pour leur propre compte ou pour le compte de leur clientèle. Ces déclarations se sont ajoutées au recensement des opérations réalisées avec l'étranger que les établissements de crédit déclarent depuis plusieurs années. Ainsi, la balance des paiements décrit-elle l'ensemble des mouvements financiers et non financiers entre les résidents polynésiens et les non-résidents.

---

<sup>1</sup> Rappelons qu'est résidente en Polynésie française, au sens de la balance des paiements, toute personne physique ayant son centre d'intérêt principal en Polynésie française, quelle que soit sa nationalité ou sa situation fiscale. Sont aussi résidentes certaines personnes morales pour leurs seuls établissements situés en Polynésie française.

<sup>2</sup> Par « reste de la France », il faut entendre la France métropolitaine (y compris la principauté de Monaco), les quatre départements français d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte.

**Depuis 2009, la loi no 2009-594 pour le développement économique des outre-mer du 27 mai 2009 charge « l’institut d’émission d’outre-mer [d’établir] la balance des paiements des territoires relevant de sa zone d’émission [article 56]. Il est habilité à se faire communiquer tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour l’exercice de cette mission par les établissements et les entreprises exerçant leur activité sur ces territoires. »**

### III.- Révisions effectuées en 2008

Les chiffres présentés concernent principalement les années 2006 à 2008 ; les chiffres pour les années 2006 et 2007 ont fait l'objet de révisions par rapport aux estimations précédentes.

En particulier, plusieurs révisions méthodologiques ont été apportées sur la balance des paiements de la Polynésie française :

- changement de source d'information pour l'estimation de la ligne voyages (enquête ISPF plutôt que déclarations bancaires, cf. section sur les voyages) ;
- modification de la grille de répartition des opérations enregistrées sous un code simplifié (sans précision sur la nature de l'opération) afin de l'adapter au mieux aux caractéristiques économiques de la Polynésie française, alors que l'ancienne grille de répartition correspondait à celle utilisée pour la France ;
- révision de l'estimation des recettes de la rubrique « services des administrations publiques ». Celle-ci enregistre la consommation des militaires (considérés par convention comme non-résidents), estimée par la part des salaires versée ou transférée localement, qui alimente par conséquent l'économie de la collectivité ; il a été estimé que 70 % des salaires versés aux forces armées sont consommés en Polynésie française au lieu d'une proportion de 50 % auparavant ;
- l'achat de 5 Airbus par ATN en 2002, 2003 et 2005 a donné lieu à un financement complexe faisant intervenir des résidents et des non-résidents ; les données fournies par différents acteurs ont permis un meilleur enregistrement en balance des paiements de ces opérations, ce qui a notamment impacté la rubrique « Autres investissements » du compte financier.

## IV- L'économie polynésienne en 2008

### *Une croissance ralentie dans un contexte mondial déprimé...*

En 2008, la croissance de l'activité mondiale a nettement ralenti sous l'effet de la crise financière, qui est venue exercer un frein sur la demande et le commerce mondial. La Polynésie française, déjà en proie à des difficultés économiques internes, notamment en lien avec une certaine instabilité politique (source d'attentisme des agents économiques), n'a pas échappé aux effets de ce ralentissement économique mondial.

Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises soumises à la TVA, en hausse de 2,9% en 2007, a ainsi reculé de 1,1 % en francs constants en 2008. La consommation d'électricité moyenne tension, considérée comme un indicateur d'activité industrielle et commerciale, a baissé de 1 % (après +4 % en 2007).

### *...avec une détérioration du marché de l'emploi et une inflation plus forte...*

La création nette d'emplois salariés s'est avérée insuffisante au regard des 2 500 emplois supplémentaires annuels requis pour stabiliser le chômage. En 2008, l'emploi salarié du secteur marchand s'est contracté de 700 postes, prémices d'une situation difficile pour le marché du travail qui a d'ailleurs continué à se dégrader davantage au début de l'année 2009.

La progression annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est accélérée. L'inflation a ainsi atteint 3,4% en 2008 contre 1,9% en 2007, en raison de la hausse des prix des services (+5%), de l'alimentaire (+4,3%) et des combustibles (+7,3%), les cours du pétrole ayant flambé sur les six premiers mois de l'année (de l'ordre de +40% de janvier à juillet 2008).

### *...qui ont pesé sur la demande intérieure et, en particulier, sur la consommation des ménages.*

L'évolution défavorable de l'emploi et des prix a pesé sur la consommation des ménages (2/3 du PIB), ainsi qu'en témoignent le tassement du marché de l'automobile (-8% en variation annuelle pour les immatriculations de véhicules neufs en 2008 après +4% en 2007) et les soldes d'opinion des entreprises plutôt négatifs relevés dans les enquêtes de conjoncture de l'IEOM, notamment dans le secteur du commerce.

Néanmoins, l'investissement immobilier des ménages s'est maintenu, en bonne partie grâce aux dispositifs de prêts bonifiés (à l'aménagement et à l'habitat) qui ont été reconduits en fin d'année. L'encours des crédits à l'habitat a en effet progressé de 6 % en variation annuelle en 2008.

### ***La morosité a touché l'ensemble des secteurs de l'économie polynésienne***

On observe une contraction quasi généralisée de l'activité économique en 2008. En effet, les principaux secteurs d'exportation ont tous été concernés, ainsi que le BTP et le commerce de produits non alimentaires.

Le BTP a souffert tout particulièrement d'une commande publique peu dynamique et de l'absence d'ouverture de nouveaux chantiers d'envergure (à l'instar du centre hospitalier en 2006-2007, pour un montant de 29 Mds de F CFP). A titre d'illustration, en 2008, les crédits liquidés par la Direction de l'équipement ont diminué de 23 % en engagements et de 18 % en mandatements. De plus, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture trimestrielles de l'IEOM ont souligné le manque de dynamisme de leur courant d'affaires, illustré également par le repli de 10% en rythme annuel du tonnage des importations de ciment.

### ***Des agents économiques financièrement plus vulnérables***

Les créances douteuses brutes détenues par les banques de la place ont atteint 30,5 Mds de F CFP à fin 2008 contre 23,8 Mds de F CFP un an auparavant, soit +28% en glissement annuel, pour désormais représenter 6,6% de l'encours total des crédits (5,6% à fin 2007). Selon les données du Service central des risques, elles ont particulièrement progressé dans le secteur primaire, l'hôtellerie et le BTP ainsi que pour les ménages.

### ***Une activité en repli pour les établissements de crédit polynésiens***

L'activité des établissements de crédit de la place a ralenti en 2008, surtout au cours des deux derniers trimestres de l'année 2008, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits.

L'épargne des ménages a quasiment stagné sur l'année (+0,4 % en variation annuelle en 2008), en raison du recul des dépôts à long terme (-16%). Quant aux avoirs financiers des sociétés non financières, ils ont enregistré -4% sur la période, avec la baisse de l'encours de leurs dépôts à vue (-8%).

L'encours sain des crédits aux ménages s'élevait à 263,6 Mds de F CFP fin 2008, en hausse de 5% en glissement annuel, grâce à la progression de 6% des crédits à l'habitat (58% de l'encours des ménages). La croissance de 6% de l'encours des crédits aux entreprises entre fin 2007 et fin 2008 (177,3 Mds de F CFP au 31 décembre 2008) est principalement liée à celle des crédits de trésorerie (+15%), les crédits à l'équipement étant restés quasiment stables sur la période sous revue (+0,5%).

Le produit net bancaire cumulé des banques locales n'a augmenté que de 1,3% en 2008 (+4,8% en 2007). En outre, l'accroissement sensible du coût du risque a pesé sur le résultat net cumulé, qui ressort à 4,6 Mds de F CFP en 2008 contre 5,1 Mds de F CFP en 2007.

## ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

### V - Le compte de transactions courantes

Le solde du compte de **transactions courantes** s'est établi à -5,2 Mds de F CFP en 2008, après un excédent de 25,8 Mds de F CFP en 2007 (cf. tableau 4). Cette dégradation s'explique environ pour moitié par le creusement du déficit de la balance des biens (-16,4 Mds de F CFP) et pour l'autre moitié par la réduction du solde de la ligne transport aérien (-4,1 Mds de F CFP), de la ligne voyages (-3,5 Mds de F CFP) et des transferts courants (-4,9 Mds de F CFP).

Tableau 4 : Compte des transactions courantes de la Polynésie Française.

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>255 212</b>	<b>279 434</b>	<b>274 455</b>	<b>240 012</b>	<b>253 659</b>	<b>279 661</b>	<b>15 201</b>	<b>25 775</b>	<b>-5 206</b>
Biens	18 736	16 791	16 407	153 367	159 457	175 473	-134 632	-142 666	-159 065
Services	98 233	104 867	103 157	51 985	54 330	64 440	46 248	50 537	38 717
<i>dont voyages</i>	44 000	46 966	42 500	11 600	13 902	12 935	32 400	33 065	29 565
Revenus	63 520	63 729	65 971	7 110	9 438	9 581	56 410	54 290	56 391
Transferts courants	74 724	94 047	88 920	27 549	30 433	30 169	47 174	63 614	58 751

#### 5.1. Les biens

##### *Le traitement des échanges de biens en balance des paiements.*

**Les données douanières, principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens, font l'objet de plusieurs retraitements en balance des paiements.** D'une part, les biens exportés ou importés en vue de transformation, pour lesquels il n'y a pas eu transfert de propriété, doivent être exclus du champ des « marchandises générales » (cf. encadré 1). D'autre part, les importations doivent être ramenées à leur valeur FAB, ce qui permet d'obtenir un solde d'échanges de biens FAB-FAB cohérent (cf. encadré 2) ; les frais d'expédition (transports, assurances) doivent être dans le même temps réaffectés aux rubriques de services concernées. Par ailleurs, la balance des paiements prend en compte, au titre des échanges de biens, les montants relatifs à l'avitaillement des avions et des navires, opérations qui n'apparaissent pas dans les statistiques douanières (cf. encadré 1).

**Encadré 1 : Les échanges de biens dans la balance des paiements.**

*En balance des paiements, les échanges de biens sont retracés sur trois lignes :*

- *la ligne « marchandises générales » où sont comptabilisées les importations et les exportations stricto sensu, c'est-à-dire les échanges de biens s'accompagnant d'un transfert de propriété ; cette ligne comprend aussi les opérations sans paiement mais avec transfert de propriété, telles que les dons effectués au titre de l'aide humanitaire ou encore les envois d'échantillons ;*
- *la ligne « travail à façon et réparations » où apparaissent les échanges ne donnant pas lieu à transfert de propriété mais à paiement ; il s'agit notamment des travaux de transformation ou de perfectionnement tels que le traitement des produits textiles, des métaux, le raffinage pétrolier, le montage de pièces détachées ; en outre, cette ligne comprend la valeur des réparations qui sont exclues du champ statistique des douanes ;*
- *la ligne « avitaillement » où sont comptabilisés les biens consommés au cours de leur transport ; il s'agit à l'exportation des ventes, notamment de carburants, de provisions et de fournitures, à des navires et à des avions étrangers lorsqu'elles sont effectuées dans les ports et aéroports du territoire concerné (et symétriquement à l'importation) ; ces opérations n'apparaissent pas dans les statistiques douanières.*

**Encadré 2 : la correction CAF – FAB des données douanières pour la balance des paiements.**

*Dans les statistiques douanières, les marchandises exportées sont enregistrées à leur valeur déclarée à la frontière du pays exportateur (valeur à la frontière du territoire polynésien si la Polynésie française est l'exportateur), soit FAB<sup>1</sup>, et les marchandises importées à leur valeur déclarée à la frontière du pays importateur (valeur à la frontière du territoire polynésien si la Polynésie française est l'importateur), soit CAF<sup>2</sup>.*

*En revanche, et conformément à la méthodologie internationale, les échanges de marchandises sont enregistrés en balance des paiements sur une base FAB / FAB.*

*Ainsi, le coût du transport et de l'assurance payé entre la frontière du pays exportateur et celle du pays importateur, inclus dans le prix du bien enregistré par les Douanes, ne doit pas être pris en compte à la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements, car il rémunère des activités relevant de services. Il est donc nécessaire de diminuer le montant des importations du coût d'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays d'origine jusqu'à la frontière de la Polynésie française pour obtenir une base homogène FAB / FAB.*

---

<sup>1</sup> La valeur FAB (franco à bord) comprend le prix de la marchandise à la sortie de l'usine plus le coût de son acheminement jusqu'au port ou jusqu'à l'aéroport du pays exportateur.

<sup>2</sup> La valeur CAF (coût, assurance, fret) comprend la valeur de la marchandise à la sortie de l'usine, augmentée des coûts d'acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur (transport international, assurance...).

Le passage du solde des données douanières (FAB-FAB) à celui des marchandises générales s'est traduit en 2008, comme en 2007, par une augmentation marginale du déficit (inférieure à 50 Ms F CFP). **En revanche, la prise en compte des montants relatifs à l'avitaillement des avions et des navires a eu un impact plus substantiel** : elle a abouti à un creusement de l'ordre de 7-8 Mds de F CFP du déficit des biens.

Tableau 5 : Balance des biens de la Polynésie française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2005	2007	2008
<b>BIENS</b>	<b>18 736</b>	<b>16 791</b>	<b>16 407</b>	<b>153 367</b>	<b>159 457</b>	<b>175 473</b>	<b>-134 632</b>	<b>-142 666</b>	<b>-159 065</b>
Marchandises générales	18 610	16 672	16 113	147 328	152 263	166 675	-128 718	-135 591	-150 562
- données douanières (FAB/FAB)	18 651	16 719	16 190	147 339	152 277	166 724	-128 688	-135 558	-150 535
- corrections	-42	-48	-77	-11	-14	-49	-30	-33	-27
Avitaillement	126	120	255	6 038	7 194	8 768	-5 912	-7 074	-8 513
Travail à façon et réparations	0	0	39	1	1	30	-1	-1	9

*Une analyse fine des échanges de biens à partir des données douanières.*

- **Un creusement du déficit des biens sous l'effet principal de l'alourdissement de la facture pétrolière et du remplacement d'une partie de la flotte d'Air Tahiti.**

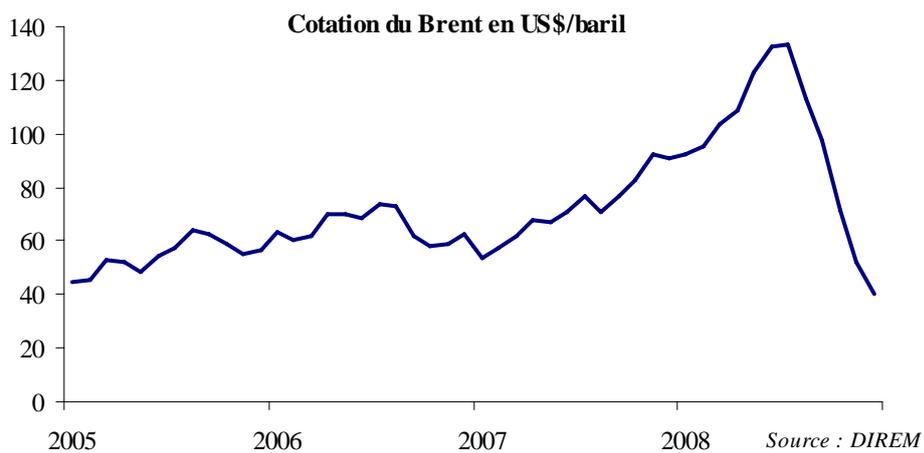
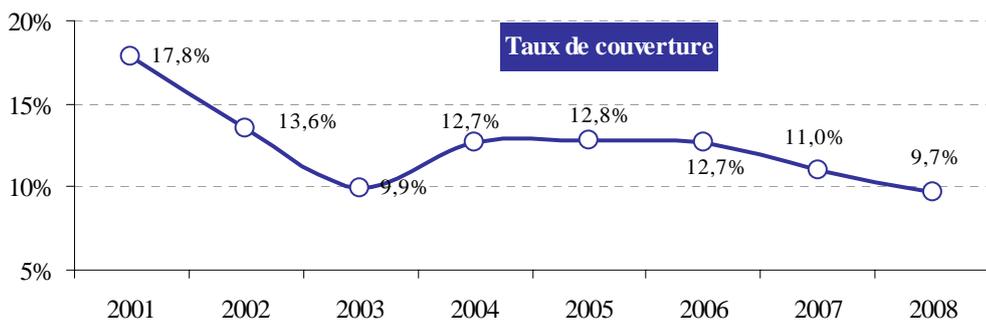
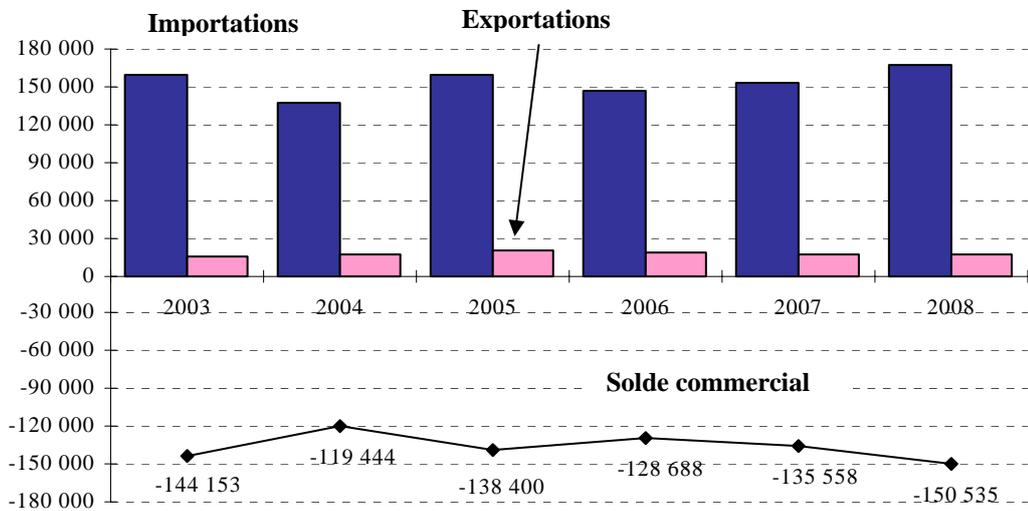
Le déficit de la balance commerciale s'est alourdi en 2008. Alors que les importations ont fortement progressé (+15,2 Mds de F CFP ; cf. tableau 6), les exportations ont légèrement diminué (-0,5 Md de F CFP). **La hausse des importations est principalement imputable à l'alourdissement de la facture énergétique de la Polynésie française (+6,5 Mds de F CFP) et au remplacement de la flotte d'Air Tahiti** (achat de 4 ATR pour un montant total de 3,9 Mds de F CFP et de 2 moteurs diesel pour une importante unité de production pour un montant total de 1,3 Md de F CFP). La légère baisse des exportations provient principalement de la contraction des exportations du secteur primaire (surtout de perles et de noni) à concurrence de 2,3 Mds de F CFP.

Tableau 6 : Décomposition des échanges de biens par produits (données douanières)

En milliards F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2007	2008	Var.	2007	2008	Var.	2007	2008	Var.
<b>Total FAB / FAB (balance des paiements)</b>	<b>16.7</b>	<b>16.2</b>	<b>-0.5</b>	<b>152.3</b>	<b>166.7</b>	<b>14.4</b>	<b>-135.6</b>	<b>-150.5</b>	<b>-15.0</b>
<b>Total CAF / FAB (douanes) dont</b>	<b>16.7</b>	<b>16.2</b>	<b>-0.5</b>	<b>160.6</b>	<b>175.9</b>	<b>15.2</b>	<b>-143.9</b>	<b>-159.7</b>	<b>-15.8</b>
EA Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	11.2	9.0	-2.3	2.7	2.7	0.0	8.5	6.3	-2.3
EB Produits des industries agricoles et alimentaires	2.0	1.7	-0.3	31.1	33.0	1.9	-29.1	-31.3	-2.2
EC Biens de consommation	2.4	2.6	0.2	26.4	27.5	1.1	-24.0	-24.9	-0.9
ED Produits de l'industrie automobile	0.1	0.1	0.0	15.7	15.4	-0.2	-15.6	-15.3	0.3
EE Biens d'équipement	0.9	2.6	1.7	29.0	34.3	5.3	-28.1	-31.7	-3.6
EF Biens intermédiaires	0.2	0.3	0.1	37.0	37.6	0.7	-36.8	-37.3	-0.6
EG Produits énergétiques	0.0	0.0	0.0	18.9	25.4	6.5	-18.9	-25.4	-6.5

Sources : IEOM, ISPF

Graphiques 1 à 3 : Commerce extérieur de marchandises  
 (données douanières FAF/FAB, en millions de F CFP)



- **La France métropolitaine est resté le principal fournisseur de la Polynésie française en 2008, tandis que Hong-Kong a consolidé sa place de premier client (cf. tableau 7).**

**Par rapport à l'année précédente, les parts respectives des principaux fournisseurs ont peu évolué en 2008.** Avec 29% du total, la France métropolitaine a conservé le premier rang, suivie par les autres pays de l'Union européenne (14%), Singapour (13%), pourvoyeur quasi-exclusif d'hydrocarbures, et les Etats-Unis (9%).

La part des pays de la zone Pacifique a été plutôt stable : Nouvelle-Zélande (6% contre 7% en 2007) et Australie (3% les deux années). Il en a été de même pour la Chine (7% les deux années).

▪ **Intervenant majeur sur le marché de la perle polynésienne, Hong-Kong est resté le plus gros client de la Polynésie française en 2008 (41% des exportations).** En revanche, la part des achats japonais dans les exportations totales a été divisée par deux (passant de 32% à 14%), tandis que celle de la France métropolitaine a gagné 11 points (à 20%), la plaçant au deuxième rang des clients de la Polynésie française.

Tableau 7 : Répartition géographique des échanges de biens de la Polynésie française.

En % du total CAF / FAB	Exportations		Importations		Soldes (Ms F CFP)	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
<b>Total FAB/FAB (balance des paiements), Ms F CFP</b>	<b>16 719</b>	<b>16 190</b>	<b>152 277</b>	<b>166 724</b>	<b>-135 558</b>	<b>-150 535</b>
<b>Total CAF/FAB (douanes), Ms F CFP dont</b>	<b>16 719</b>	<b>16 190</b>	<b>160 639</b>	<b>175 871</b>	<b>-143 920</b>	<b>-159 681</b>
France métropolitaine	9%	20%	28%	29%	-43 894	-47 152
Autres pays de l'UE	4%	4%	12%	14%	-18 841	-23 816
Etats-Unis	7%	8%	9%	9%	-13 287	-15 209
Chine	2%	2%	7%	7%	-11 582	-11 951
Nouvelle-Zélande	1%	1%	7%	6%	-11 280	-10 185
Japon	32%	14%	3%	2%	1 037	-1 987
Hong-Kong	34%	41%	0%	0%	4 976	6 095
Singapour	0%	0%	11%	13%	-17 091	-23 580
Australie	2%	1%	3%	3%	-5 076	-5 038
Autres	9%	8%	19%	16%	-28 882	-26 859

Sources : IEOM, ISPF

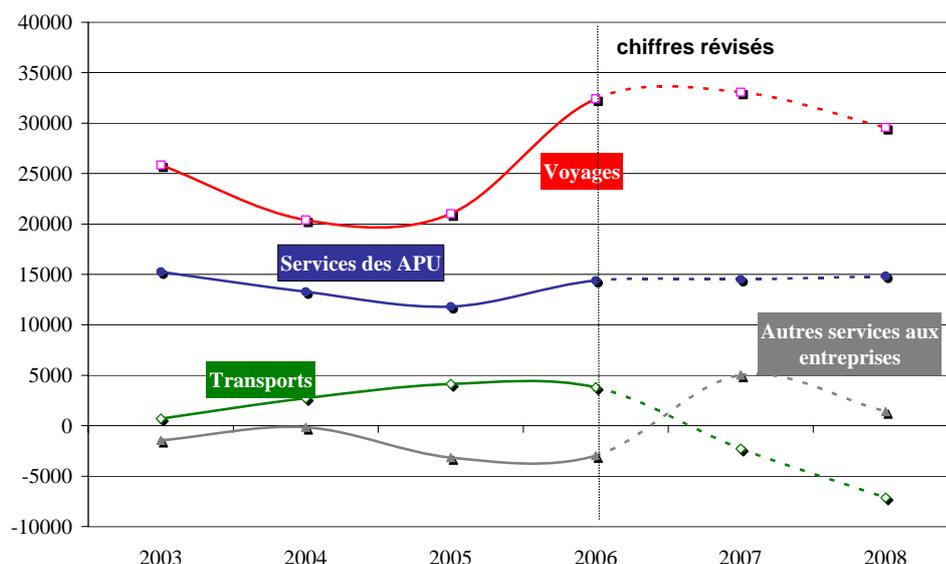
## 5.2 Les services

En 2008, le solde des **services** s'est dégradé de 11,8 Mds de F CFP (pour atteindre 38,7 Mds de F CFP contre 50,5 Mds de F CF en 2007). Le taux de couverture des dépenses par les recettes a donc diminué (160% contre 193% précédemment).

Tableau 8 : Balance des services de la Polynésie française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>SERVICES</b>	<b>98 233</b>	<b>104 867</b>	<b>103 157</b>	<b>51 985</b>	<b>54 330</b>	<b>64 440</b>	<b>46 248</b>	<b>50 537</b>	<b>38 717</b>
dont :									
Transports	23 304	25 441	20 719	19 501	27 714	27 845	3 803	-2 274	-7 126
Voyages	44 000	46 966	42 500	11 600	13 902	12 935	32 400	33 065	29 565
Autres services aux entreprises	13 007	14 563	19 329	15 968	9 535	17 928	-2 961	5 027	1 400
Services des administrations publiques	14 492	14 573	14 947	93	74	105	14 399	14 499	14 841

Graphique 4 : Principaux soldes des services en Polynésie française.  
(En millions de F CFP)



NB : les chiffres n'ont été révisés qu'à partir de 2006. En particulier, sur la ligne « voyages », les chiffres, avant cette date, sont estimés à partir des déclarations bancaires (« ancienne » méthode).

**La répartition géographique des échanges de services a relativement peu changé d'une année sur l'autre.** La France métropolitaine (52 % des recettes et 58 % des dépenses) est demeurée le premier partenaire de la Polynésie française en 2008, les Etats-Unis arrivant au deuxième rang (18% des recettes et 21% des dépenses).

Tableau 9 : Répartition géographique des échanges de services en Polynésie française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>services (Ms F CFP)</b>	<b>98 233</b>	<b>104 867</b>	<b>103 157</b>	<b>51 985</b>	<b>54 330</b>	<b>64 440</b>
<i>dont (en % du total) :</i>						
France	60%	59%	52%	79%	73%	58%
Etats-Unis	16%	13%	18%	9%	10%	21%
Nouvelle-Zélande	3%	3%	4%	4%	4%	6%
Japon	3%	3%	4%	1%	1%	1%
Autres	18%	22%	23%	6%	12%	13%

NB : les parts par pays sont calculées à partir des balances en règlements.

### Les transports

Le déficit du solde des **services de transport** s'est creusé en 2008, à -7,1 Mds de F CFP contre -2,3 Mds de F CFP en 2007.

⇒ Les *transports maritimes*, dominés par le fret, sont structurellement déficitaires, la Polynésie française faisant appel à des porte-conteneurs étrangers pour le transport des marchandises importées et exportées. Leur déficit s'est alourdi de 0,8 Md de F CFP en 2008 (-4,7 Mds de F CFP contre -4,0 en 2007), en dépit de la réduction de 4,4% en glissement annuel du tonnage total (embarquement et débarquement) au port de Papeete dans le cadre du commerce international.

⇒ Le solde des *transports aériens* (fret et transport de passagers) est devenu déficitaire en 2008 (-2,4 Mds de F CFP contre 1,7 Mds de F CFP en 2007).

La compagnie aérienne locale, Air Tahiti Nui (ATN), premier transporteur aérien de Polynésie française avec deux tiers de l'offre globale de sièges sur les lignes internationales, a vu son trafic de passagers se réduire de 6% en 2008.

Tableau 10 : Echanges de services de transports en Polynésie française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>TRANSPORTS</b>	<b>23 304</b>	<b>25 441</b>	<b>20 719</b>	<b>19 501</b>	<b>27 714</b>	<b>27 845</b>
<i>maritimes</i>	1 585	2 093	2 538	6 772	6 047	7 253
<i>aériens</i>	21 719	23 349	18 181	12 729	21 668	20 592
<i>dont (en % du total) :</i>						
France métropolitaine	35%	49%	48%	64%	50%	64%
Etats-Unis	24%	16%	31%	16%	20%	20%
Nouvelle-Zélande	3%	1%	3%	13%	12%	7%
Japon	2%	0%	8%	0%	1%	1%
Autres*	37%	33%	11%	8%	17%	8%

NB : les parts par pays sont calculées à partir des balances en règlements.

\* dont principalement Taiwan, Singapour et la Nouvelle-Calédonie.

### Les « voyages »

**La ligne voyages a fait l'objet cette année d'une révision substantielle par rapport aux précédentes publications.** En effet, les flux de voyages sont maintenant estimés à partir de l'enquête tourisme de l'ISPF et non plus comme précédemment à partir des déclarations bancaires (cf. encadré 3).

**Ce changement de source d'information s'est traduit par une révision notable des montants enregistrés en crédits et en débits de la ligne voyages** (cf. tableau 11 et encadré 3). La révision du côté débits est la plus marquée, avec une réduction de l'ordre de 15 Mds de F CFP de l'estimation des dépenses liées aux voyages en 2006 et en 2007, contre une révision côté crédits d'environ 9 Mds de F CFP en 2006 et de 6 Mds de F CFP en 2007. Au total, le solde lié aux échanges « touristiques » ressort supérieur aux précédentes estimations d'environ 8 Mds de F CFP en 2006 et de près de 10 Mds de F CFP en 2007.

Tableau 11 : Echanges de voyages avant et après changement méthodologique en Polynésie Française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
avant révision	53 050	53 087	nd	28 383	29 900	nd	24 667	23 187	nd
après révision	44 000	46 966	42 500	11 600	13 902	12 935	32 400	33 065	29 565
écart	-9 050	-6 121	nd	-16 783	-15 998	nd	7 733	9 878	nd

### ***Encadré 3 : Contenu et estimation de la ligne voyages.***

*Au crédit de la rubrique voyages figurent les dépenses des non-résidents en Polynésie française et au débit celles des résidents polynésiens à l'extérieur de la Collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaire ou scolaire). Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sous cette ligne, mais avec les services de transports.*

*Jusqu'à l'année dernière, ces transactions étaient appréhendées par les transferts bancaires codifiés sous cette rubrique ainsi que par les règlements par cartes de crédit et le recensement des achats et ventes de billets de banque. Depuis cette année, les flux de voyages sont mesurés à partir de l'enquête tourisme de l'ISPF. L'utilisation de cette nouvelle source d'information est conforme à la méthodologie de la Banque de France pour la balance des paiements de la France (hors Collectivités d'Outre-Mer) ; elle est également conforme à celle employée pour la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie.*

*Dans l'enquête tourisme de l'ISPF, les dépenses des non-résidents en Polynésie française sont mesurées à travers une enquête aux frontières tout au long de l'année (les années impaires) auprès d'un échantillon représentatif de 6 000 ménages. Pour les années paires, une estimation est réalisée. Les dépenses des résidents sont, elles, mesurées exhaustivement sur la base d'une enquête aux frontières.*

**Le solde positif de la rubrique « voyages » s'est inscrit en retrait de 3,5 Mds de F CFP en 2008** (29,6 Mds de F CFP en 2008 contre 33,1 en 2007), en raison de la forte diminution des recettes (-4,5 Mds de F CFP entre 2007 et 2008).

**La baisse des dépenses touristiques des non-résidents en Polynésie française provient essentiellement de l'effritement de la fréquentation touristique<sup>1</sup>**, conséquence de la crise économique et financière mondiale. En effet, seulement 196 496 visiteurs étrangers ont débarqué en Polynésie française en 2008 contre 218 241 en 2007, soit -10% d'une année sur l'autre<sup>2</sup>.

Cette baisse a concerné les principaux marchés captifs : la fréquentation des Américains, qui représentent environ les deux tiers des touristes en Polynésie française, a reculé de 14% en 2008 (54 753 contre 64 910 en 2007) et celle des Japonais, desservis par la faiblesse relative de leur monnaie vis-à-vis de l'euro, de 19% (18 769 contre 23 240).

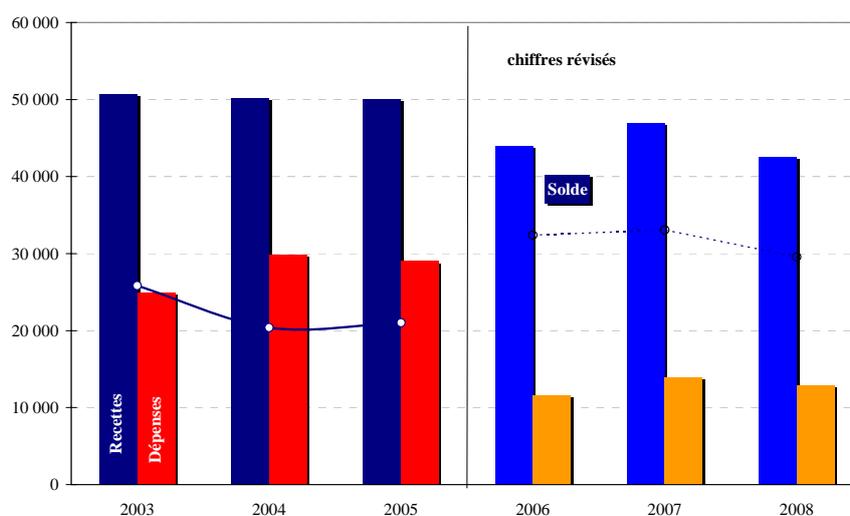
Le marché européen dans son ensemble s'est affiché en retrait de 3% (-2% pour les Français de métropole), avec une contraction très marquée pour les Britanniques (-20%), les Suisses (-10%) et les Espagnols (-5%).

---

<sup>1</sup> Les recettes du poste « voyage » dépendent du nombre de touristes (au sens large), de la durée de leur séjour et de leur propension à dépenser.

<sup>2</sup> Voir ISPF, 2009, « Les chiffres du tourisme de 2008 », *Points forts de la Polynésie française*, no. 4 / 2009, mai.

Graphique 5 : Echanges de Voyages en Polynésie française.  
(En millions de F CFP)



### *Les autres services aux entreprises*

*La rubrique autres services aux entreprises regroupe le négoce international, les frais d'études et de recherche, l'assistance technique, les frais de gestion (c'est-à-dire la participation des filiales ou succursales résidentes aux frais de gestion de leur maison mère non-résidente) et les services divers.*

La position excédentaire des **autres services aux entreprises** s'est amenuisée, passant à 1,4 Md de F CFP en 2008 contre 5,0 Mds de F CFP précédemment. Cette diminution est principalement imputable à la ligne négoce international.

La France métropolitaine est à la fois le principal fournisseur et le premier client de la Polynésie française en ce qui concerne les « autres services aux entreprises ».

### *Les services des administrations publiques*

*Les services des administrations publiques recensent principalement les dépenses de fonctionnement et d'investissement effectuées en Polynésie française par les Forces armées, considérées comme entité non-résidente<sup>1</sup>. Cette rubrique recense notamment la part des salaires des militaires versée et consommée localement et qui alimente par conséquent l'économie de la Collectivité.*

Le solde excédentaire des **services des administrations publiques** s'est établi à 14,8 Mds de F CFP, relativement stable par rapport à l'année précédente (14,5 Mds de F CFP).

<sup>1</sup> Toutefois, selon la méthodologie internationale, les dépenses budgétaires liées à l'activité des forces armées en Polynésie française, mais effectuées hors du territoire (par exemple la partie des traitements des militaires versés sur des comptes en métropole), ne doivent pas figurer dans la balance des paiements de la Collectivité.

### 5.3 Les revenus

Le poste *revenus de la balance des paiements* recouvre les *revenus du travail* (rémunérations des salariés) et les *revenus des investissements* (investissements directs, investissements de portefeuille et autres investissements). La rubrique *rémunérations des salariés* recense les salaires reçus de l'extérieur par des résidents polynésiens (en crédit) ou versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents (en débit).

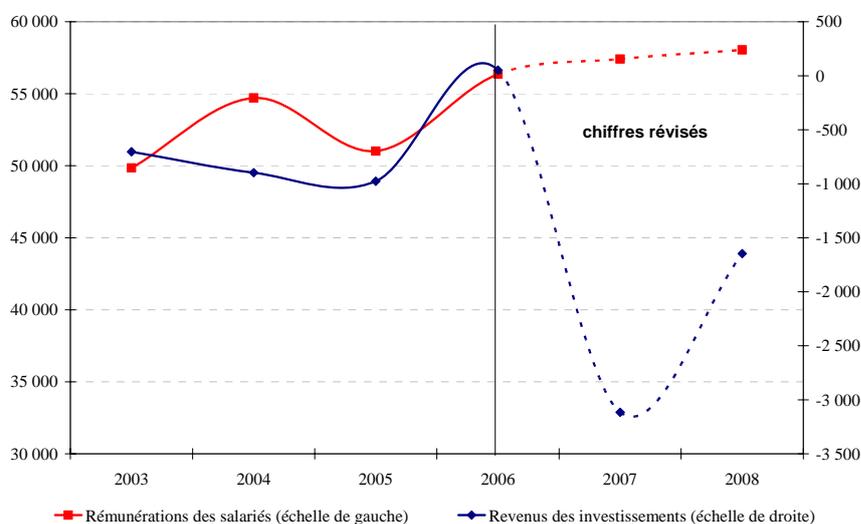
Le solde des **revenus**, structurellement excédentaire grâce aux revenus des salariés, a progressé de plus de 2 Mds de F CFP en 2008 par rapport à l'année passée.

Tableau 12 : Balance des revenus en Polynésie française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>REVENUS</b>	<b>63 520</b>	<b>63 729</b>	<b>65 971</b>	<b>7 110</b>	<b>9 438</b>	<b>9 581</b>	<b>56 410</b>	<b>54 291</b>	<b>56 391</b>
Rémunérations des salariés	57 781	58 814	60 301	1 422	1 409	2 264	56 359	57 405	58 039
Revenus des investissements	5 739	4 915	5 670	5 688	8 030	7 317	51	-3 116	-1 647
- investissements directs	0	178	50	452	658	514	-452	-480	-464
- investissements de portefeuille	2 092	1 342	1 812	61	2 226	1 318	2 030	-884	494
- autres	3 647	3 394	3 808	5 174	5 146	5 486	-1 527	-1 751	-1 678

Graphique 6 : Soldes des Revenus en Polynésie française.

(En millions de F CFP)



Le poste *rémunérations des salariés* est caractérisé par un excédent important qui provient principalement de la rémunération des agents des administrations publiques<sup>1</sup> par la France métropolitaine. En 2008, les rémunérations nettes des salariés enregistrées en balance des paiements ont peu progressé (+1,1% par rapport à 2007).

Le déficit des *revenus des investissements* a en revanche diminué de moitié, passant à 1,6 Md de F CFP contre 3,1 Mds de F CFP l'année précédente. Cette

<sup>1</sup> Fin 2008, l'effectif du personnel civil rémunéré par l'État en Polynésie française était de 8 873.

réduction tient surtout au solde des revenus des investissements de portefeuille qui devient légèrement excédentaire en 2008 (à 0,5 Md de F CFP contre -0,9 Md de F CFP en 2007). Les soldes des autres composantes (revenus des investissements directs et revenus des autres investissements qui regroupent les intérêts sur dépôts, placements, prêts et emprunts vis-à-vis de correspondants extérieurs) ont été relativement stables (à respectivement -0,5 Md de F CFP et -1,7 Md de F CFP en 2008).

#### 5.4 Les transferts courants

*Les transferts courants recensent notamment les transferts (hors salaires) des administrations publiques et des collectivités territoriales ainsi que les envois de fonds des travailleurs. Les transferts courants se différencient des flux financiers par le fait qu'ils modifient le niveau du revenu disponible.*

*Les montants recensés en ressources proviennent essentiellement des administrations publiques métropolitaines (majoritairement l'État) et financent les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité. Les transferts courants recouvrent également les versements de prestations sociales (retraites, etc.) par les organismes de sécurité sociale non-résidents.*

En 2008, les **transferts courants** nets, structurellement positifs, ont diminué de 4,9 Mds de F CFP (à 58,8 Mds de F CFP contre 63,6 Mds de F CFP en 2007), principalement sous l'effet de moindres transferts reçus des administrations publiques.

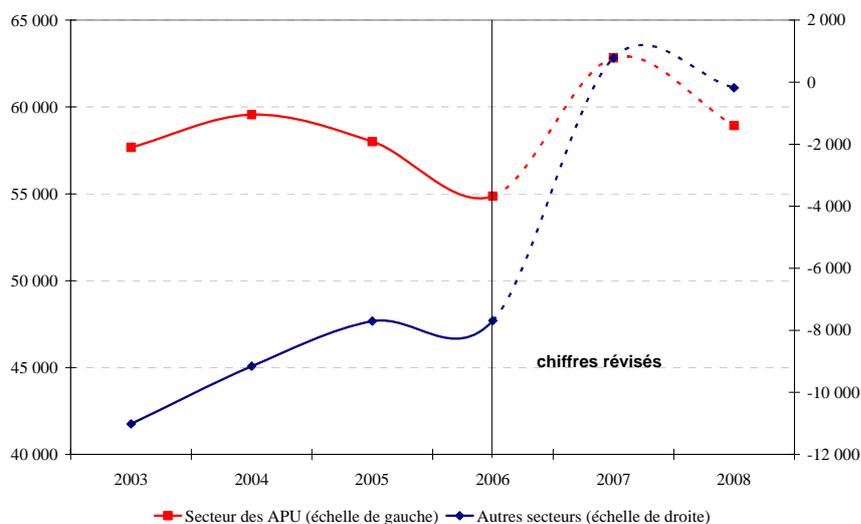
Tableau 13 : Balance des transferts courants en Polynésie française.

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	<b>74 724</b>	<b>94 047</b>	<b>88 920</b>	<b>27 549</b>	<b>30 433</b>	<b>30 169</b>	<b>47 174</b>	<b>63 614</b>	<b>58 751</b>
Secteur des administrations publiques	67 771	76 596	72 816	12 907	13 761	13 884	54 864	62 834	58 932
Autres secteurs	6 953	17 451	16 104	14 643	16 673	16 285	-7 690	778	-181
- envois de fonds des travailleurs	1 373	1 238	894	3 423	3 450	3 396	-2 050	-2 211	-2 502
- autres transferts	5 580	16 213	15 210	11 220	13 223	12 889	-5 640	2 990	2 321

#### *Le secteur des administrations publiques*

Les ressources du *secteur des administrations publiques* ont atteint 72,8 Mds de F CFP en 2008, en repli de 3,8 Mds de F CFP par rapport à l'année précédente (76,6 Mds de F CFP en 2007). Elles représentaient 27 % des recettes du compte de transactions courantes.

Graphique 7 : Soldes des transferts courants en Polynésie française.  
(En millions de F CFP)



### *Les envois de fonds des travailleurs*

*La rubrique envois de fonds des travailleurs retrace, en débit, les montants transférés à l'étranger et dans le reste de la France par les travailleurs étrangers et métropolitains exerçant durablement leur activité professionnelle et résidant en Polynésie française et, en crédit, les envois de fonds de polynésiens travaillant et résidant hors de la Polynésie française.*

Le déficit des *envois de fonds des travailleurs*, qui concernent essentiellement la France métropolitaine, s'est légèrement creusé sur un an (2,5 Mds de F CFP en 2008 contre 2,2 en 2007). Les Polynésiens travaillant en métropole ont ainsi envoyé moins de fonds vers la Polynésie française.

### *Les autres transferts*

*Les « autres transferts » recouvrent des opérations de nature très hétérogène, notamment les indemnités d'assurance sur marchandises et la partie des primes d'assurances sur marchandises non retenue dans la rubrique « services » (la part retenue dans cette dernière est celle correspondant aux commissions). Sont également recensés dans cette ligne les dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales. Dans les « autres transferts » des « autres secteurs » ne figurent pas, en revanche, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie qui sont classés dans la rubrique « Autres investissements » des « autres secteurs » du compte financier (après déduction de la part correspondant au coût du service classée en services d'assurance).*

Les *autres transferts* ont présenté un solde positif de 2,3 Mds de F CFP en 2008, en repli par rapport à l'année précédente (3,0 Mds de F CFP en 2007).

## VI – Le compte financier

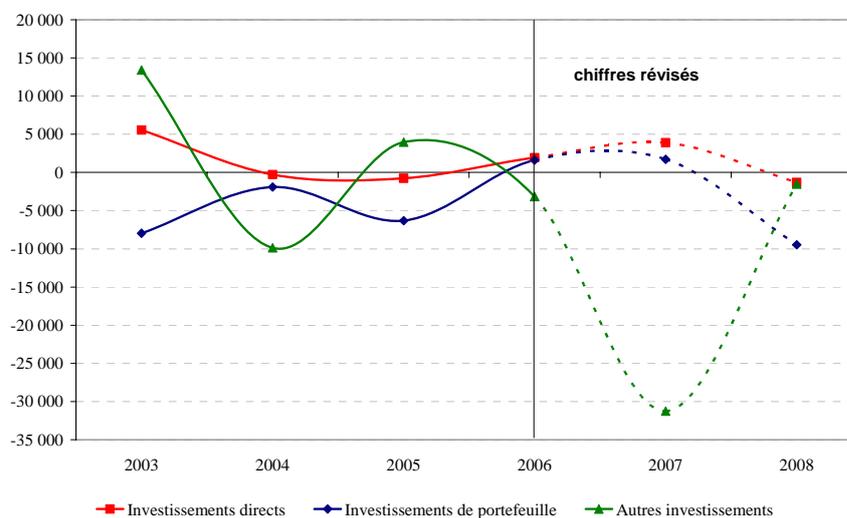
*Le compte financier enregistre les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, ventilés en avoirs et en engagements, par secteur institutionnel (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autres secteurs).*

Le compte financier s'est soldé par des sorties nettes de capitaux de 12,3 Mds de F CFP en 2008, moindres qu'en 2007 (25,6 Mds de F CFP). Ces sorties sont principalement imputables aux investissements de portefeuille (solde négatif de 9,5 Mds de F CFP).

Tableau 14 : Compte financier de la balance des paiements de la Polynésie française.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>COMPTE FINANCIER</b>	<b>375 948</b>	<b>432 125</b>	<b>358 418</b>	<b>375 547</b>	<b>457 767</b>	<b>370 743</b>	<b>401</b>	<b>-25 641</b>	<b>-12 325</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>3 503</b>	<b>5 475</b>	<b>1 942</b>	<b>1 559</b>	<b>1 590</b>	<b>3 252</b>	<b>1 944</b>	<b>3 884</b>	<b>-1 310</b>
- Polynésie française à l'étranger	404	345	440	1 376	1 539	2 881	-972	-1 194	-2 441
- Extérieur en Polynésie française	3 098	5 130	1 502	183	52	371	2 916	5 079	1 131
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>52 628</b>	<b>70 756</b>	<b>76 436</b>	<b>51 013</b>	<b>69 038</b>	<b>85 923</b>	<b>1 615</b>	<b>1 719</b>	<b>-9 487</b>
- Avoirs (résid./titres émis par des non-résid.)	52 628	70 756	76 435	51 013	69 038	85 923	1 614	1 718	-9 488
<b>Autres investissements</b>	<b>319 818</b>	<b>355 895</b>	<b>280 040</b>	<b>322 976</b>	<b>387 138</b>	<b>281 568</b>	<b>-3 158</b>	<b>-31 244</b>	<b>-1 528</b>
- Avoirs vis-à-vis de l'étranger	214 628	260 585	251 588	205 468	214 455	202 363	9 160	46 129	49 225
- Engagements vis-à-vis de l'étranger	105 190	95 310	28 452	117 507	172 683	79 205	-12 317	-77 373	-50 753

Graphique 8 : Soldes du compte financier  
(En millions de F CFP)



## 6.1 Les investissements directs

*Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont opérations de prêt, flux de trésorerie). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.*

En 2008, les **investissements directs** se sont traduits par des sorties nettes de 1,3 Md de F CFP, après des entrées de 3,9 Mds de F CFP en 2007 (cf. tableau 14). Cette évolution s'explique principalement par la nette réduction des investissements directs entrants en Polynésie française (de près de 4 Mds de F CFP) tandis que, dans le même temps, les investissements directs sortants ont augmenté (de plus de 1 Md de F CFP).

La ventilation des investissements directs par pays d'origine ou de destination montre l'importance des opérations avec la France métropolitaine, notamment grâce à la loi de défiscalisation « Girardin ». Le solde des investissements directs avec la France métropolitaine (entrants – sortants) est ressorti légèrement négatif en 2008 (-0,5 Md de F CFP ; cf. tableau 15), alors qu'il était largement positif au cours des deux années précédentes (de l'ordre de 3 Mds de F CFP). **Cette évolution traduit le ralentissement des montages de programmes en défiscalisation.** La ventilation des investissements directs par pays d'origine ou de destination indique également que **les investissements directs nets en direction des Etats-Unis, en particulier immobiliers, se sont nettement accrus en 2008** pour atteindre 1,3 Md de F CFP (contre 0,2 Md de F CFP l'année précédente).

Tableau 15 : Soldes des investissements directs en Polynésie française décomposés par pays.

<i>En millions de F CFP</i>	<b>Soldes</b>		
	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>1 944</b>	<b>3 885</b>	<b>-1 310</b>
Polynésie française vers l'extérieur, dont :	-972	-1 194	-2 441
<i>France métropolitaine</i>	286	-248	-1 588
<i>Australie</i>	-119	-101	-263
<i>Nouvelle-Zélande</i>	-201	-470	-475
<i>Etats-Unis</i>	-69	-336	-1 344
<i>dont investissements immobiliers</i>	-40	-323	-1 270
<i>Autres pays</i>	-868	-39	1 229
Extérieurs en Polynésie française, dont :	2 916	5 079	1 131
<i>France métropolitaine</i>	2 750	3 183	1 068
<i>Australie</i>	0	5	13
<i>Nouvelle-Zélande</i>	-17	33	-11
<i>Etats-Unis</i>	233	94	28
<i>Autres pays</i>	-51	1 763	32

*Note de lecture : en 2008, les investissements directs polynésiens vers la France métropolitaine (sortants ou versés) se sont élevés à 1,6 Mds de F CFP, tandis que les investissements directs en Polynésie française en provenance de la France métropolitaine (entrants ou reçus) ont atteint 1,1 Md de F CFP, soit un solde net de -0,5 Md de F CFP avec la France métropolitaine.*

En 2008, les investissements immobiliers effectués par des résidents polynésiens à l'extérieur du territoire ont représenté 98% du total des *investissements directs de la Polynésie française à l'extérieur* pour les achats (débits) et 40% pour les ventes (crédits).

Les investissements immobiliers des non-résidents en Polynésie française ont représenté en 2008 40% du total des *investissements directs de l'extérieur en Polynésie française* pour les achats (crédits) et 65% pour les ventes (débits).

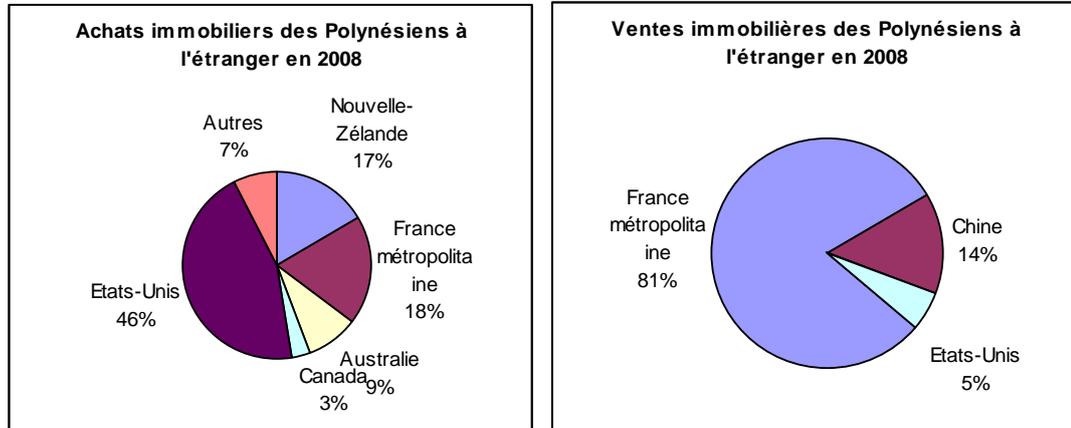
Tableau 16 : Balance des investissements directs en Polynésie française en 2008.

<i>En millions de F CFP</i>	<b>2008</b>		
	<b>Crédits</b>	<b>Débits</b>	<b>Soldes</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>1 942</b>	<b>3 252</b>	<b>-1 310</b>
de la Polynésie française à l'extérieur	440	2 881	-2 441
<i>dont investissements immobiliers</i>	174	2 837	-2 662
de l'extérieur en Polynésie française	1 502	371	1 131
<i>dont investissements immobiliers</i>	608	240	367

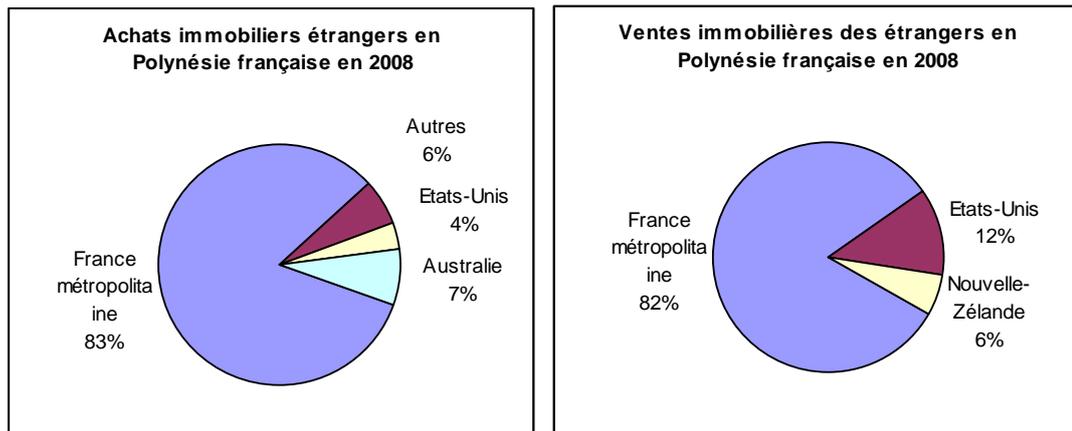
Les achats immobiliers des résidents polynésiens à l'extérieur ont été effectués en 2008 au premier rang à destination des Etats-Unis (46% des achats), suivis de la France métropolitaine (18% des achats) et de la Nouvelle-Zélande (17% des achats).

Les investissements immobiliers en Polynésie française proviennent en grande majorité de non-résidents métropolitains (83% des achats et 82% des ventes en 2008).

Graphiques 9 et 10 : Décomposition par pays des investissements immobiliers polynésiens vers l'étranger en 2008.



Graphiques 11 et 12 : Décomposition par pays des investissements immobiliers reçus en Polynésie française de l'étranger en 2008.



## 6.2 Les investissements de portefeuille

*Les investissements de portefeuille distinguent les opérations (achats ou ventes) des résidents sur titres émis hors de la Collectivité (avoirs) et les opérations (achats ou ventes) des non-résidents sur titres émis par des entités résidentes (engagements). Un solde débiteur des avoirs signifie que les achats de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs aux ventes. Un solde créditeur des engagements indique que les achats de titres émis par des entités polynésiennes ont été supérieurs aux ventes.*

*En pratique, la balance des paiements de la Polynésie française recense quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents polynésiens de titres émis hors de la Collectivité – tels que actions et OPCVM, titres de dette (obligations, instruments du marché monétaire) –, en particulier par des entités métropolitaines.*

**Les investissements de portefeuille se sont soldés en 2008 par des sorties nettes de 9,5 Mds de F CFP** (contre des entrées nettes de 1,7 Md de F CFP en 2007). Alors que les remboursements nets sur avoirs ont diminué de 12,6 Mds de F CFP entre 2007 et 2008, les achats nets de titres ont progressé de 1,3 Md de F CFP.

### 6.3 Les autres investissements

*Le poste autres investissements, ventilé en avoirs et engagements des résidents, puis, pour chacune de ces catégories, par nature d'opération et par secteur institutionnel (autorités monétaires - c'est-à-dire l'IEOM -, administrations publiques, secteur bancaire et autres secteurs), comprend tous les flux financiers qui ne sont ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille.*

Les opérations de prêts et dépôts avec les non-résidents se sont soldés par des sorties nettes de 1,5 Md de F CFP (contre -31,2 Mds de F CFP en 2007). Le secteur bancaire contribue pour plus de la moitié à ces sorties, avec une augmentation de ses avoirs internationaux nets de 1 Md de F CFP. L'IEOM et les administrations publiques enregistrent en revanche une diminution marquée de leurs avoirs nets à l'extérieur de la Polynésie française (de 13,6 Mds de F CFP), qui vient en partie compenser la hausse des avoirs nets à l'étranger des autres secteurs (de 14,2 Mds de F CFP).

Tableau 17 : Autres investissements (opérations de prêts-dépôts) en Polynésie française (soldes).

<i>Millions de F CFP</i>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>-3 158</b>	<b>-31 244</b>	<b>-1 528</b>
Avoirs	9 160	46 129	49 225
Engagements	-12 317	-77 373	-50 753
<b>IEOM et administrations publiques</b>	<b>-4 581</b>	<b>-4 323</b>	<b>13 629</b>
Avoirs	32 189	63 910	89 139
Engagements	-36 770	-68 234	-75 510
<b>Secteur bancaire</b>	<b>5 708</b>	<b>-14 456</b>	<b>-957</b>
Avoirs	-16 674	-6 491	-25 941
Engagements	22 382	-7 965	24 985
<b>Autres secteurs</b>	<b>-4 285</b>	<b>-12 463</b>	<b>-14 200</b>
Avoirs	-6 356	-11 289	-13 973
Engagements	2 071	-1 174	-228

#### *Les avoirs des autorités monétaires*

*Les mouvements figurant sous la rubrique des avoirs des autorités monétaires retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM*

Principale composante des « autres investissements », la variation des **avoirs des autorités monétaires** a affiché un solde net créditeur de 89,1 Mds de F CFP en 2008, traduisant une baisse des avoirs à l'extérieur de la Polynésie française.

## *Les avoirs et engagements du secteur bancaire*

*L'analyse des avoirs et engagements du secteur bancaire permet d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Polynésie française ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local.*

En 2008, les **avoirs hors de la Polynésie française des établissements de crédit** ont progressé de 25,9 Mds de F CFP et leurs engagements de 25 Mds de F CFP. Ainsi, au sens de la balance des paiements, les avoirs et engagements du secteur bancaire à l'égard de l'extérieur ont participé à hauteur de près de 1 Md de F CFP à l'amélioration de la position extérieure nette.

**L'évolution du solde des avoirs et des engagements du secteur bancaire vis-à-vis de l'extérieur mesuré en balance des paiements peut différer de l'évolution de la position extérieure nette bancaire par ailleurs établie par l'IEOM (statistiques monétaires) en raison de différences de champs :**

- en balance des paiements, l'ensemble des avoirs et des engagements du secteur bancaire est retracé (opérations interbancaires, opérations avec la clientèle), alors que les statistiques monétaires ne couvrent que les opérations interbancaires ;
- en balance des paiements, le secteur bancaire inclut l'Office des postes et télécommunications (OPT) mais exclut les sociétés financières (prises en compte dans les « autres secteurs ») contrairement aux statistiques monétaires.

### *Les autres secteurs*

Les **avoirs des « autres secteurs »** (dont les entreprises industrielles et commerciales, les sociétés d'assurance, les institutions financières non monétaires, les ménages) à l'étranger se sont accrus de 14 Mds de F CFP en 2008, tandis que leurs engagements se sont légèrement réduits de 0,2 Md de F CFP.

#### 6.4 **Les avoirs de réserve**

*L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), en tant que Banque centrale de la Polynésie française, ne détient ni stock d'or, ni Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI). Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire apparaître le poste « avoirs de réserve » dans la balance des paiements de la Polynésie française.*

## VII – Les erreurs et omissions nettes

*Les principes d'enregistrement en balance des paiements impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits recensés. Toutefois, la présence d'un poste d'ajustement est rendue nécessaire par le fait que les inscriptions au crédit et au débit ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction, à l'aide d'un seul document, comme l'exigerait un véritable système de comptabilité en partie double. En effet, compte tenu du périmètre concerné, c'est-à-dire tous les agents économiques résidents de la Collectivité, la balance des paiements est alimentée à partir de documents comptables ou statistiques variés. Des erreurs ou des oublis de déclaration peuvent se produire, ainsi que des écarts provoqués par des décalages d'enregistrement d'une période à une autre ou par des variations de cours de change.*

Les **erreurs et omissions nettes** s'élèvent à 17,5 Mds de F CFP en 2008, soit environ 3 % du PIB, après -0,1 Md de F CFP en 2007 et -15,6 Mds de F CFP en 2006.

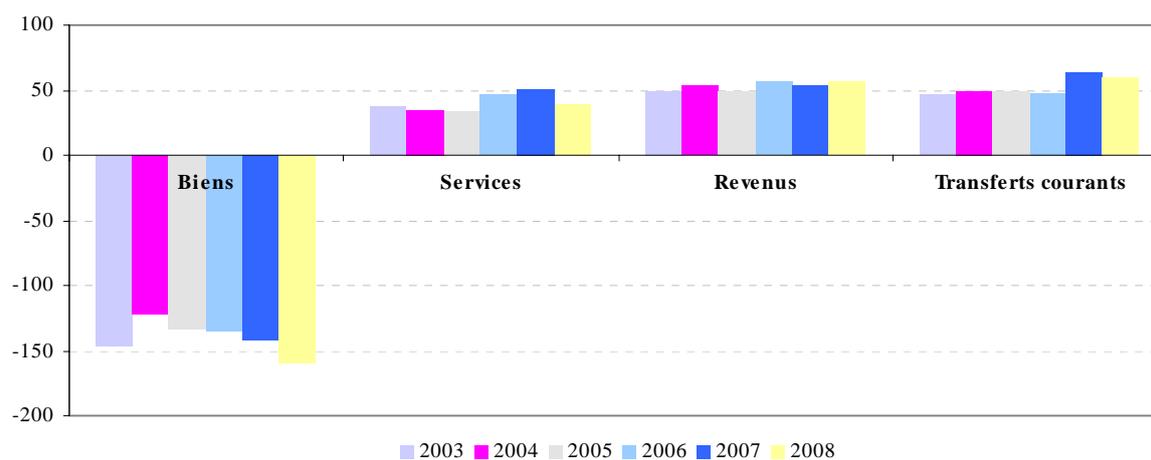
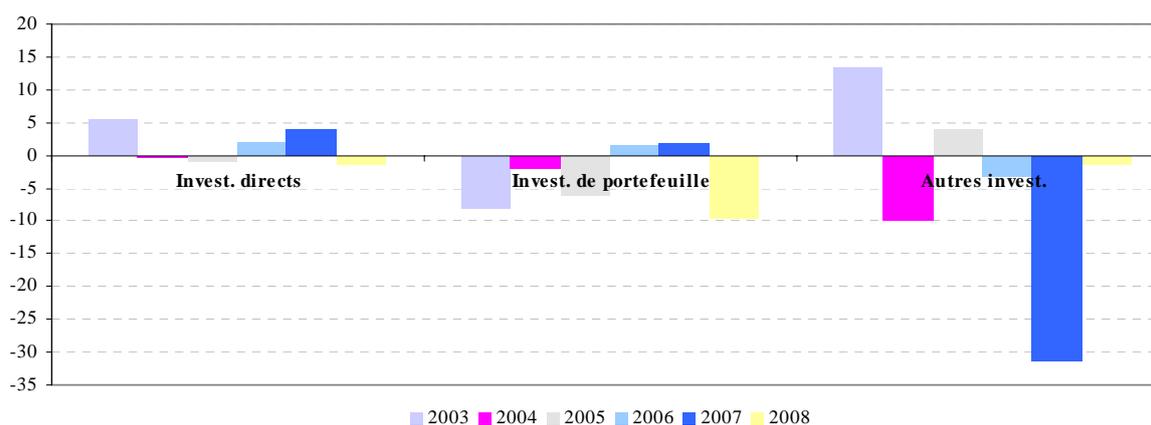
## BALANCE DES PAIEMENTS DE POLYNESIE FRANCAISE 2006-2008

(En millions de XPF)	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES.....</b>	<b>255 212</b>	<b>279 434</b>	<b>274 455</b>	<b>240 012</b>	<b>253 659</b>	<b>279 661</b>	<b>15 201</b>	<b>25 775</b>	<b>-5 206</b>
<b>BIENS.....</b>	<b>18 736</b>	<b>16 791</b>	<b>16 407</b>	<b>153 367</b>	<b>159 457</b>	<b>175 473</b>	<b>-134 632</b>	<b>-142 666</b>	<b>-159 065</b>
Marchandises générales.....	18 610	16 672	16 113	147 328	152 263	166 675	-128 718	-135 591	-150 562
<i>données douanières (FAB/FAB).....</i>	<i>18 651</i>	<i>16 719</i>	<i>16 190</i>	<i>147 339</i>	<i>152 277</i>	<i>166 724</i>	<i>-128 688</i>	<i>-135 558</i>	<i>-150 535</i>
<i>corrections.....</i>	<i>-42</i>	<i>-48</i>	<i>-77</i>	<i>-11</i>	<i>-14</i>	<i>-49</i>	<i>-30</i>	<i>-33</i>	<i>-27</i>
Avitaillement.....	126	120	255	6 038	7 194	8 768	-5 912	-7 074	-8 513
Travail à façon et réparations.....	0	0	39	1	1	30	-1	-1	9
<b>SERVICES.....</b>	<b>98 233</b>	<b>104 867</b>	<b>103 157</b>	<b>51 985</b>	<b>54 330</b>	<b>64 440</b>	<b>46 248</b>	<b>50 537</b>	<b>38 717</b>
Transports.....	23 304	25 441	20 719	19 501	27 714	27 845	3 803	-2 273	-7 126
<i>maritimes.....</i>	<i>1 585</i>	<i>2 093</i>	<i>2 538</i>	<i>6 772</i>	<i>6 047</i>	<i>7 253</i>	<i>-5 187</i>	<i>-3 954</i>	<i>-4 715</i>
<i>aériens.....</i>	<i>21 719</i>	<i>23 349</i>	<i>18 181</i>	<i>12 729</i>	<i>21 668</i>	<i>20 592</i>	<i>8 990</i>	<i>1 681</i>	<i>-2 411</i>
Voyages.....	44 000	46 966	42 500	11 600	13 902	12 935	32 400	33 065	29 565
Services de communication.....	1 802	987	3 485	801	495	1 510	1 001	492	1 975
Services de construction.....	4	0	0	40	224	41	-37	-224	-41
Services d'assurances.....	838	1 070	379	2 509	1 390	1 351	-1 671	-319	-972
Services financiers.....	363	507	286	431	379	1 718	-68	128	-1 432
Services d'informatique et d'information.....	0	0	0	44	4	3	-44	-4	-3
Redevances et droits de licence.....	26	16	24	150	64	140	-124	-48	-117
Autres services aux entreprises.....	13 007	14 563	19 329	15 968	9 535	17 928	-2 961	5 028	1 400
<i>Négoce international.....</i>	<i>410</i>	<i>4 960</i>	<i>5 618</i>	<i>312</i>	<i>1 239</i>	<i>4 837</i>	<i>97</i>	<i>3 721</i>	<i>781</i>
<i>Autres services commerciaux.....</i>	<i>608</i>	<i>303</i>	<i>502</i>	<i>1 209</i>	<i>1 278</i>	<i>1 451</i>	<i>-601</i>	<i>-975</i>	<i>-950</i>
<i>Locations.....</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>123</i>	<i>143</i>	<i>395</i>	<i>457</i>	<i>-72</i>	<i>-325</i>	<i>-333</i>
<i>Services divers aux entreprises.....</i>	<i>11 919</i>	<i>9 231</i>	<i>13 086</i>	<i>14 304</i>	<i>6 624</i>	<i>11 183</i>	<i>-2 385</i>	<i>2 608</i>	<i>1 903</i>
Services personnels, culturels et récréatifs.....	397	742	1 490	847	548	862	-450	194	627
<i>Services audiovisuels et annexes.....</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>73</i>	<i>303</i>	<i>12</i>	<i>50</i>	<i>-298</i>	<i>-11</i>	<i>22</i>
<i>Autres services personnels.....</i>	<i>393</i>	<i>742</i>	<i>1 417</i>	<i>545</i>	<i>536</i>	<i>812</i>	<i>-152</i>	<i>205</i>	<i>605</i>
Services des administrations publiques.....	14 492	14 573	14 947	93	74	105	14 399	14 499	14 841
<b>REVENUS.....</b>	<b>63 520</b>	<b>63 729</b>	<b>65 971</b>	<b>7 110</b>	<b>9 438</b>	<b>9 581</b>	<b>56 410</b>	<b>54 290</b>	<b>56 391</b>
Rémunération des salariés.....	57 781	58 814	60 301	1 422	1 409	2 264	56 359	57 405	58 038
Revenus des investissements.....	5 739	4 915	5 670	5 688	8 030	7 317	51	-3 115	-1 647
<i>investissements directs.....</i>	<i>0</i>	<i>178</i>	<i>50</i>	<i>452</i>	<i>658</i>	<i>514</i>	<i>-452</i>	<i>-480</i>	<i>-464</i>
<i>investissements de portefeuille.....</i>	<i>2 092</i>	<i>1 342</i>	<i>1 812</i>	<i>61</i>	<i>2 226</i>	<i>1 318</i>	<i>2 030</i>	<i>-884</i>	<i>494</i>
<i>autres.....</i>	<i>3 647</i>	<i>3 394</i>	<i>3 808</i>	<i>5 174</i>	<i>5 146</i>	<i>5 486</i>	<i>-1 527</i>	<i>-1 751</i>	<i>-1 678</i>
<b>TRANSFERTS COURANTS.....</b>	<b>74 724</b>	<b>94 047</b>	<b>88 920</b>	<b>27 549</b>	<b>30 433</b>	<b>30 169</b>	<b>47 174</b>	<b>63 614</b>	<b>58 751</b>
Secteur des administrations publiques.....	67 771	76 596	72 816	12 907	13 761	13 884	54 864	62 835	58 932
Autres secteurs.....	6 953	17 451	16 104	14 643	16 673	16 285	-7 690	778	-181
<i>envois de fonds des travailleurs.....</i>	<i>1 373</i>	<i>1 238</i>	<i>894</i>	<i>3 423</i>	<i>3 450</i>	<i>3 396</i>	<i>-2 050</i>	<i>-2 212</i>	<i>-2 502</i>
<i>autres transferts.....</i>	<i>5 580</i>	<i>16 213</i>	<i>15 210</i>	<i>11 220</i>	<i>13 223</i>	<i>12 889</i>	<i>-5 640</i>	<i>2 990</i>	<i>2 321</i>
<b>COMPTE DE CAPITAL.....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-31</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Transferts en capital.....	0	0	1	31	0	0	-31	0	1
Acquisitions d'actifs non financiers.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0

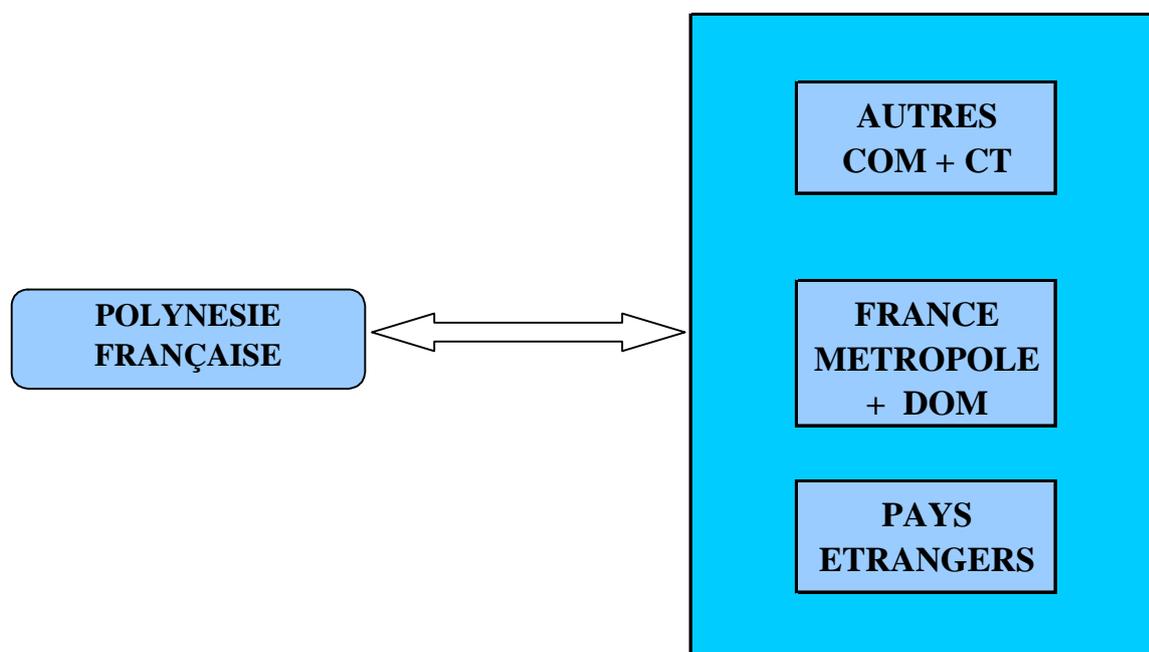
## BALANCE DES PAIEMENTS DE POLYNÉSIE FRANÇAISE 2006-2008

(En millions de XPF)	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>COMPTE FINANCIER.....</b>	<b>375 948</b>	<b>432 125</b>	<b>358 418</b>	<b>375 547</b>	<b>457 767</b>	<b>370 743</b>	<b>401</b>	<b>-25 641</b>	<b>-12 325</b>
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS.....</b>	<b>3 503</b>	<b>5 475</b>	<b>1 942</b>	<b>1 559</b>	<b>1 590</b>	<b>3 252</b>	<b>1 944</b>	<b>3 885</b>	<b>-1 310</b>
Polynésie française à l'extérieur.....	404	345	440	1 376	1 539	2 881	-972	-1 194	-2 441
Capital social.....	404	293	197	1 376	1 533	2 277	-972	-1 240	-2 081
Autres opérations.....	0	52	243	0	5	604	0	46	-361
Extérieur en Polynésie française.....	3 098	5 130	1 502	183	52	371	2 916	5 079	1 131
Capital social.....	3 098	4 826	1 486	183	52	370	2 916	4 774	1 116
Autres opérations.....	0	304	16	0	0	2	0	304	15
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE.....</b>	<b>52 628</b>	<b>70 756</b>	<b>76 436</b>	<b>51 013</b>	<b>69 038</b>	<b>85 923</b>	<b>1 615</b>	<b>1 718</b>	<b>-9 487</b>
Avoirs (résid. / titres émis par des non-résid.).....	52 628	70 756	76 435	51 013	69 038	85 923	1 614	1 718	-9 488
Emissions.....	4 412	0	1 113	36 679	37 111	42 529	-32 266	-37 111	-41 416
Négociations.....	9 464	25 692	37 885	14 243	31 827	38 370	-4 779	-6 135	-485
Remboursements.....	38 751	45 064	37 437	92	101	5 023	38 659	44 963	32 413
Engagements (non-résid. / titres émis par résid.).....	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Emissions.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Négociations.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remboursements.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS.....</b>	<b>319 818</b>	<b>355 895</b>	<b>280 040</b>	<b>322 976</b>	<b>387 138</b>	<b>281 568</b>	<b>-3 158</b>	<b>-31 244</b>	<b>-1 528</b>
Avoirs.....	214 628	260 585	251 588	205 468	214 455	202 363	9 160	46 129	49 225
Autorités monétaires.....	164 656	194 608	218 644	132 467	130 698	129 505	32 189	63 910	89 139
Secteur bancaire.....	25 896	42 888	10 280	42 570	49 380	36 221	-16 674	-6 491	-25 941
Autres secteurs.....	24 076	23 088	22 664	30 432	34 377	36 636	-6 356	-11 289	-13 972
Engagements.....	105 190	95 310	28 452	117 507	172 683	79 205	-12 317	-77 373	-50 753
Administrations publiques.....	40 239	1 110	1 715	77 008	69 344	77 225	-36 770	-68 234	-75 510
Secteur bancaire.....	60 202	92 880	24 985	37 820	100 845	0	22 382	-7 965	24 985
Autres secteurs.....	4 749	1 319	1 752	2 678	2 494	1 980	2 071	-1 174	-228
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES.....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 531</b>	<b>15 571</b>	<b>134</b>	<b>0</b>	<b>-15 571</b>	<b>-134</b>	<b>17 531</b>
<b>TOTAL GENERAL.....</b>	<b>631 160</b>	<b>711 559</b>	<b>650 405</b>	<b>631 160</b>	<b>711 559</b>	<b>650 405</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<b>VERSEMENTS PUBLICS</b>	<b>138 384</b>	<b>148 947</b>	<b>146 720</b>	<b>13 014</b>	<b>13 884</b>	<b>14 472</b>	<b>125 371</b>	<b>135 063</b>	<b>132 248</b>
Services des administrations publiques	14 492	14 573	14 947	93	74	105	14 399	14 499	14 841
Rémunérations des salariés du secteur public	56 121	57 778	58 957	13	50	483	56 108	57 728	58 474
Transferts courants-secteur des APU	67 771	76 596	72 816	12 907	13 761	13 884	54 864	62 835	58 932

**Soldes du compte de transactions courantes***(En Mds de F CFP)***Soldes du compte financier***(En Mds de F CFP)*

## PERIMETRE DE DECLARATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS





## **INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

Directeur de la publication : Yves BARROUX

Responsable de la rédaction : Max REMBLIN

Éditeur : IEOM – Établissement public

### **Agence de Papeete**

21, rue du Docteur Cassiau

B. P. 583 – 98713 PAPEETE

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)

Tél. : (00 689) 50 65 00

Fax : (00 689) 50 65 03

### **Siège**

164, rue de Rivoli

75001 PARIS

Site internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Tél. : (00 33) 01 53 44 41 41

Fax : (00 33) 01 44 87 99 62

Achevé d'imprimer en octobre 2009

Dépôt légal : octobre 2009 - N° ISSN 1762-5114